

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **36914C**
Inscrit le 4 septembre 2015

Audience publique du 17 décembre 2015

**Appel formé par
Monsieur ..., ...(B),
contre un jugement du tribunal administratif du 22 juillet 2015
(n° 34591 du rôle)
en matière d'impôts - appel en garantie**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 36914C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 4 septembre 2015 par Maître Jean-Pierre WINANDY, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, en nom et pour compte de Monsieur ..., demeurant à B-..., contre un jugement rendu par le tribunal administratif en date du 22 juillet 2015 suite à son recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 12 mars 2014 portant rejet de sa réclamation introduite le 5 juin 2013 contre le bulletin d'appel en garantie émis à son encontre le 30 avril 2013 par le bureau d'imposition RTS d'Esch-sur-Alzette;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 30 septembre 2015 par le délégué du gouvernement;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 30 octobre 2015 en nom et pour compte de l'appelant;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 23 novembre 2015 par le délégué du gouvernement;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport et Maître Nadège LE GOUELLEC, en remplacement de Maître Jean-Pierre WINANDY, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Caroline PEFFER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 10 décembre 2015.

Le 30 avril 2013, le bureau d'imposition RTS Esch-sur-Alzette de l'administration

des Contributions directes, désigné ci-après par le « *bureau d'imposition* », émit à l'égard de Monsieur ... un bulletin d'appel en garantie, « *Haftungsbescheid* », en vertu du paragraphe 118 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », en sa qualité de représentant permanent et responsable de la gestion journalière de la succursale luxembourgeoise (...) de la société de droit belge ... S.A., ledit bulletin déclarant Monsieur ... co-débiteur solidaire d'un montant total de ... € en principal et intérêts, au titre de l'impôt sur les traitements et salaires des années 2010, 2011 et 2012 incombant à la succursale

Ledit bulletin est libellé comme suit :

« [...] *Il est dû à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg par la société ... S.A., immatriculée sous le numéro fiscal 2010 3200 130, à titre de l'impôt sur les traitements et salaires :*

<i>Année 2010</i>	<i>...</i>	<i>principal</i>	<i>...</i>	<i>intérêts</i>
<i>Année 2011</i>	<i>...</i>	<i>principal</i>	<i>...</i>	<i>intérêts</i>
<i>Année 2012</i>	<i>...</i>	<i>principal</i>	<i>...</i>	<i>intérêts</i>
<i>Total</i>	<i>...</i>		<i>...</i>	

Il résulte de la publication au Mémorial C numéro 1430 du 13.07.2010 que vous avez été nommé représentant permanent et responsable de la gestion journalière de la société ... S.A. à l'assemblée générale du 27.04.2010. En cette qualité vous avez disposé du pouvoir d'engager l'entreprise sous votre signature unique à partir de cette date.

En votre qualité de représentant permanent vous avez été en charge de la gestion journalière pour les années 2010, 2011 et 2012. Durant cette période, l'impôt sur les traitements et salaires d'une somme de ... € est resté en souffrance.

En vertu de l'article 136 alinéa 4 de la loi modifiée du 4 novembre 1967 sur l'impôt sur le revenu, l'employeur est tenu de retenir et de verser l'impôt qui est dû sur les traitements et salaires de son personnel. Dans le cas d'une société, cette obligation incombant aux employeurs est transmise aux représentants de celle-ci, conformément au § 103 AO.

Aux termes du § 103 AO vous étiez, en tant que représentant permanent et responsable de la gestion journalière, personnellement tenu, à l'accomplissement de toutes les obligations fiscales incombant à la société, dont notamment le paiement des impôts dus par la société à l'aide des fonds administrés.

Conformément au § 106 AO, il vous incombait de prélever sur les fonds administrés les fonds nécessaires pour acquitter les impôts nés avant la disparition de la société ... S.A. et d'assurer leur paiement.

Durant la période du 01.05.2010 au 31.12.2012, il vous appartenait de retenir, de déclarer et de payer la retenue ; or durant cette période, la retenue d'impôt dû sur les traitements et les salaires n'a pas été payée.

Cette omission de payer les sommes dues à titre de retenue d'impôt est une inexécution fautive de vos obligations en tant que représentant de la société ... S.A. (CA du 6 mai 2003 no 15989C).

Suite à votre comportement fautif le receveur de l'Administration des contributions directes n'a pas perçu les retenues d'impôt d'un montant de ... € qui se compose comme suit :

<i>Année 2010</i>	<i>... principal</i>	<i>... intérêts</i>
<i>Année 2011</i>	<i>... principal</i>	<i>... intérêts</i>
<i>Année 2012</i>	<i>... principal</i>	<i>... intérêts</i>

Il y a lieu de relever qu'en vertu du § 110 AO, votre responsabilité pour les actes accomplis pendant la période de vos fonctions survit à l'extinction de votre pouvoir de représentation.

Sur base des éléments qui précèdent, votre responsabilité personnelle se trouve engagée en application du § 109 AO et vous êtes co-débiteur solidaire des retenues d'impôt qui auraient dû être effectuées par la société ... S.A. sur les traitements et salaires de son personnel.

En tant que codébiteur solidaire vous êtes invité à payer le montant de ... € [...] ».

Par courrier de son mandataire du 5 juin 2013, Monsieur ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », contre le bulletin d'appel en garantie précité du 30 avril 2013.

Par décision du 12 mars 2014, le directeur reçut la réclamation en la forme, mais au fond la rejeta comme étant non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

« [...] Vu la requête introduite le 5 juin 2013 par Me Jean-Pierre WINANDY, au nom du sieur ..., B-..., pour réclamer contre le bulletin d'appel en garantie émis en vertu du § 118 de la loi générale des impôts (AO) par le bureau d'imposition RTS Esch-sur-Alzette en date du 30 avril 2013 ;

Vu le dossier fiscal ;

Vu le § 119 alinéa 1^{er} AO, ensemble les §§ 228 et 301 AO ;

Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§238AO) dans les forme (§249AO) et délai (§245AO) de la loi ; qu'elle est partant recevable ;

Considérant que le bureau d'imposition, après avoir constaté que le réclamant était tenu en sa qualité de représentant permanent et responsable de la gestion journalière de la société anonyme ..., de payer sur les fonds administrés les impôts dont la société était redevable et qu'il avait négligé de remplir les obligations qui lui incombait à cet égard aux termes du § 103 AO, l'a déclaré responsable du non paiement de la retenue sur les traitements et salaires dus par la société pour les années 2010, 2011 et 2012 au montant total de ... euros, dont ... euros en principal et ... euros pour intérêts de retard; qu'à cet

égard l'omission de verser les sommes retenues serait à considérer comme faute grave au sens du § 109 AO ;

Considérant que le réclamant fait valoir notamment qu'il n'aurait commis aucune inexécution fautive dans la gestion journalière de la société en cause ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que durant la période du 1^{er} mai 2010 au 31 décembre 2012, les retenues litigieuses n'ont pas été continuées au bureau de recette ;

Considérant que le représentant est responsable du paiement des dettes d'impôt de la personne morale qu'il représente dans les conditions prévues aux §§ 103 et 109 AO ;

qu'aux termes du § 103 AO il est tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société et notamment de payer sur les fonds qu'il gère les impôts dont la société est redevable (CE 20.10.1981 no 6902) ;

que dans la mesure où le représentant par l'inexécution fautive de ces obligations a empêché la perception de l'impôt légalement dû, il est, en principe constitué co-débiteur solidaire des arriérés d'impôt de la société, conformément au § 109 AO ;

Considérant qu'en vertu de l'article 136 alinéa 4 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) l'employeur est tenu de retenir, de déclarer et de verser l'impôt qui est dû sur les traitements et salaires de son personnel ;

que dans le cas d'une société, cette obligation incombant aux employeurs est transmise à celui qui a le pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers (§ 103 AO) ;

que la responsabilité du représentant est à qualifier de fautive du moment que des paiements de salaires sont effectués sans retenue d'impôt et sans continuation des montants à retenir à l'administration (CA du 6 mai 2003 no 15989C) ;

qu'il en est de même en ce qui concerne les retenues échues avant son entrée en fonction, si, par sa faute, elles ne sont pas payées sur les fonds disponibles de la société ;

Considérant que sa responsabilité, pour les actes par lui accomplis pendant la période de ses fonctions, survit à l'extinction de son pouvoir de représentation (§110 AO);

Considérant que sous l'empire du § 118 AO la poursuite du tiers responsable, à la différence de l'imposition du contribuable, est toujours discrétionnaire et exige de ce fait et en vertu du § 2 de la loi d'adaptation fiscale (StAnpG) une appréciation effective et explicite des circonstances qui justifient la décision en raison et en équité (BFH 19 février 1965 StRK § 44 EStGB.13 ; jurisprudence constante pour RTS, notamment BFH 24 novembre 1961, BStBl. 1962.37 ; 3 février 1981, BStBl. 1981 II 493 ; cf. Becker-Riewald-Koch §2 StAnpG Anm. 5 Abs. 3) ;

que l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire implique une motivation quant au principe-même de la mise en œuvre de la responsabilité d'un ou de plusieurs représentants, quant à la désignation du représentant dont la responsabilité est engagée et quant au quantum de sa responsabilité ;

Considérant qu'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO dans le chef du représentant d'une société n'est pas suffisant pour engager sa responsabilité en application du § 109 alinéa 1 AO et pour voir émettre à son encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive - « schuldhafte Verletzung » - des obligations du représentant de la société envers le fisc (CA du 22.02.2000, no 11694C) ;

Considérant qu'en l'espèce l'auteur de la décision a révélé les circonstances particulières susceptibles de justifier sa décision de poursuivre la réclamante et de mettre à sa charge l'intégralité des arriérés de la société au titre de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ;

qu'il développe clairement les raisons qui l'ont conduit à engager la responsabilité du représentant, pour les années d'imposition litigieuses ;

Considérant qu'il se dégage d'une publication au Registre de Commerce et des Sociétés no 1430 du 13 juillet 2010 que lors de l'assemblée générale du 27 avril 2010, le réclamant a été nommé représentant permanent et responsable de la gestion journalière de la société anonyme ..., sans qu'une démission n'ait été publiée par la suite ;

Considérant que pour les années en cause, le réclamant n'a réglé aucune retenue, ce fait constituant en soi une faute caractérisée ;

Considérant en effet que le § 109 AO prévoit un régime de responsabilité des représentants d'une société qui ne déroge pas au droit commun, mais qui le renforce, et soumet la mise en œuvre de cette responsabilité à la triple condition de l'existence d'une faute (schuldhafte Verletzung), d'un dommage et d'un lien de causalité entre le dommage et la faute ;

que la faute consiste dans le fait, soit de ne pas avoir accompli soi-même, soit de ne pas avoir veillé à l'accomplissement des obligations incombant à la personne morale représentée et que le dommage consiste dans l'insuffisance de l'impôt légalement dû, le lien de causalité se caractérisant par le fait que l'insuffisance est la conséquence du comportement fautif du représentant ;

que le fait pour un représentant permanent et responsable de la gestion journalière, position-clé d'une société, de ne pas verser les retenues sur traitements et salaires au Trésor public constitue un comportement fautif per se ;

Considérant que l'auteur de la décision a également motivé sa décision en ce qui concerne le montant pour lequel la responsabilité du réclamant est engagée en vue des éléments qui précèdent ;

Considérant que durant la période du 1^{er} mai 2010 au 31 décembre 2012 les montants à retenir n'ont pas été continués au receveur ;

Considérant que le réclamant a sciemment omis de verser l'impôt qui est dû sur les traitements et salaires pendant les années 2010 à 2012 et que partant il a empêché la perception de l'impôt légalement dû ;

Considérant qu'il s'ensuit que la responsabilité du réclamant en tant que représentant permanent et responsable de la gestion journalière de la société anonyme ... est incontestablement établie et la mise à charge de l'intégralité des arriérés de la société au titre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires de la période en cause est justifiée ;

Considérant que, de même qu'en matière de responsabilité du fait personnel (art.1382 du code civil), l'auteur du dommage ne peut pas s'exonérer en invoquant une prétendue faute d'un tiers, lequel n'entrera en ligne de compte qu'au stade du recours entre les coresponsables, le représentant responsable sur le fondement du § 109 AO ne peut s'opposer à une poursuite au motif qu'elle n'a pas été engagée contre l'autre ;

PAR CES MOTIFS

reçoit la réclamation en la forme ;

la rejette comme non fondée. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 26 mai 2014, Monsieur ... fit introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision précitée du directeur du 12 mars 2014.

Par jugement du 22 juillet 2015, le tribunal administratif accueillit le recours en réformation en la forme, tout en disant qu'il n'y avait pas lieu d'examiner le recours subsidiaire en annulation, au fond, déclara le recours en réformation non justifié et condamna Monsieur ... aux frais.

Pour rejeter le recours en réformation, les premiers juges retinrent en substance l'existence d'une inexécution fautive des obligations de Monsieur ..., en tant que représentant permanent -cette mission incluant la gestion journalière- de la succursale ..., envers l'administration fiscale du fait d'avoir omis, au cours de la période de référence, de retenir et de continuer à l'administration des Contributions directes les sommes dues à titre de retenues d'impôt sur salaires et traitements.

Le 4 septembre 2015, Monsieur ... a régulièrement interjeté appel contre le jugement du 22 juillet 2015.

A l'appui de son appel, l'appelant reproche aux premiers juges de ne pas avoir fait droit à ses moyens et argumentaires tirés de l'impact de la limitation de ses pouvoirs sur la justification de son appel en garantie.

Il fait valoir qu'il se dégagerait de la jurisprudence que dans le cas de pouvoirs de représentation limités, la simple délégation à la gestion journalière ne serait pas de nature à justifier valablement un appel en garantie. Or, en l'espèce, tant le directeur que les premiers juges se seraient contentés de ce seul élément pour justifier son appel en garantie.

L'appelant insiste sur ce qu'il n'aurait pas été administrateur de la société belge ... S.A. et qu'en tant que représentant de sa succursale luxembourgeoise ..., ses pouvoirs de gestion auraient été limités -en parfaite conformité au droit des sociétés- à la mise en place

de chantiers au Luxembourg et tout acte allant au-delà aurait requis deux signatures, la sienne et obligatoirement celle additionnelle d'un administrateur ou fondé de pouvoir de la société ... S.A.. En outre, il pointe le fait qu'il n'aurait pas eu accès direct aux comptes bancaires de la société ... S.A., de sorte qu'il n'aurait pas été à même de payer les impôts dus « *sur des fonds qu'il ne gèrait pas* ».

Ainsi, les conditions de la mise en œuvre de la responsabilité en matière fiscale, telles que prescrites par les paragraphes 103 et 109 AO, n'auraient pas été remplies et son appel en garantie serait injustifié.

Selon l'appelant, pour le cas où la mention dans le procès-verbal du conseil d'administration du 27 avril 2010, publiée au Mémorial C numéro 1430 du 13 juillet 2010, « *qui fait référence à Monsieur ... comme administrateur aurait porté à confusion, alors même que le reste du document fait référence à lui comme représentant permanent et qu'il n'a jamais été administrateur de la société belge et qu'il faille partant considérer que Monsieur ... était administrateur, il convient d'opérer une distinction entre administrateur simple et administrateur délégué* ».

Or, selon l'appelant, même dans ce cas de figure, la jurisprudence considérerait, en présence d'administrateurs simples et d'administrateurs délégués à la gestion journalière, que la responsabilité fiscale personnelle devrait être recherchée dans le chef des administrateurs délégués et lui-même ne pourrait être considéré que comme simple administrateur, du fait de n'avoir « *pas été en charge de la gestion journalière de la société. A cet égard, il faut rappeler que cette dernière disposait d'un administrateur délégué à la gestion journalière en la personne de Monsieur ..., représentant de la société ... SA. Il faut également souligner que Monsieur ... devait uniquement signer, avec le contreseing d'un autre administrateur, les engagements afférents à la réalisation de chantiers luxembourgeois* ».

En outre, aucun comportement fautif ne saurait lui être reproché, dès lors qu'il n'aurait disposé que de pouvoirs limités à la gestion journalière liée à la mise en place de chantiers à Luxembourg; qu'il n'aurait joui d'aucun pouvoir individuel de signature; qu'il n'aurait été ni en charge des questions de personnel ni l'interlocuteur de l'administration fiscale et qu'il n'aurait pas bénéficié d'un accès aux comptes de la société.

Le délégué du gouvernement fait en substance valoir que tant l'administration compétente que les premiers juges auraient fait une saine appréciation de la situation de Monsieur ..., de sorte que ce dernier serait à débouter de son appel. En termes de duplique, il insiste sur le fait que contrairement aux déclarations de l'intéressé, il se dégagerait bien des publications au Moniteur belge que Monsieur ... était administrateur de la société de droit belge ... S.A.

A l'audience des plaidoiries de l'affaire, le mandataire de Monsieur ... déclare qu'il entendait rectifier les contestations de la qualité d'administrateur de la société ... S.A. de son mandant, tel ayant effectivement été le cas.

En vertu de l'article 136 (4) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « *LIR* », l'employeur est tenu de retenir et de verser l'impôt qui est dû sur les salaires et traitements de son personnel. Dans le cas d'une société, cette obligation incombant aux employeurs est transmise aux représentants de

celle-ci, conformément au paragraphe 103 AO qui dispose que « *die gesetzlichen Vertreter juristischer Personen und solcher Personen, die geschäftsunfähig oder in der Geschäftsfähigkeit beschränkt sind, haben alle Pflichten zu erfüllen, die denen Personen, die sie vertreten, obliegen; insbesondere haben sie dafür zu sorgen, dass die Steuern aus den Mitteln die sie verwalten, entrichtet werden. Für Zwangsgeldstrafen und Sicherungsgelder die gegen sie erkannt, und für Kosten von Zwangsmitteln die gegen sie festgesetzt werden, haften neben ihnen die von ihnen vertretenen Personen* ».

Il se dégage de la lecture combinée de ces dispositions que les administrateurs et autres représentants légaux d'une société anonyme ou d'une succursale de pareille société, de même que, conformément au paragraphe 108 AO, ses dirigeants de fait ou dirigeants apparents, c'est-à-dire ceux qui se comportent, à l'égard des tiers, comme s'ils avaient le pouvoir de disposer, sont tenus de remplir les obligations fiscales incombant à cette dernière.

En vertu du paragraphe 109 (1) AO, qui dispose que « *die Vertreter und die übrigen in den Paragraphen 103 – 108 bezeichneten Personen haften insoweit persönlich neben dem Steuerpflichtigen, als durch schuldhafte Verletzung der ihnen in den Paragraphen 103 – 108 auferlegten Pflichten Steueransprüche verkürzt oder Erstattung oder Vergütung zu Unrecht gewährt worden sind* », le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du paragraphe 103 AO dans le chef d'un gérant de société n'est pas suffisant pour engager sa responsabilité personnelle en application du paragraphe 109 (1) AO et pour voir émettre à son encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive, « *schuldhafte Verletzung* », des obligations du représentant de la société envers l'administration fiscale.

Les premiers juges sont en premier lieu à confirmer en ce qu'ils ont encore complété le cadre légal applicable en l'espèce par la mention de l'article 28 du règlement grand-ducal du 27 décembre 1974 concernant la procédure de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions et de l'article 5 de la Convention entre le Luxembourg et la Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune du 17 septembre 1970, disposition impliquant qu'en l'espèce, la société de droit belge ... S.A. est tenue de retenir et de verser l'impôt qui est dû sur les traitements et salaires de son personnel employé au Luxembourg.

Ils ont encore à bon escient mis dans le débat l'article 160, paragraphe 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, disposant que « *les personnes préposées à la gestion de l'établissement luxembourgeois sont soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles géraient une société luxembourgeoise* », de sorte que Monsieur ..., en tant que représentant permanent de la succursale luxembourgeoise de la société de droit belge ... S.A., telle que cette fonction transperce de la publication au Mémorial C des décisions prises par le conseil d'administration de la société de droit belge ... S.A. réuni en date du 27 avril 2010, est tenu aux mêmes obligations qu'un dirigeant d'une société luxembourgeoise, dont celles tenant aux obligations fiscales.

En application du cadre légal ci-avant retracé et des circonstances de la cause, les premiers juges ont retenu que Monsieur ..., en sa qualité de représentant permanent de la succursale luxembourgeoise de la société ... S.A. et responsable de la gestion journalière de ses activités, était responsable envers les tiers à l'instar d'un dirigeant d'une société

luxembourgeoise, d'une part, et que du fait de ses omissions et manquements fautifs en rapport avec la retenue et le paiement des impôts dus sur les salaires et traitements des salariés et employés de la succursale de ladite société, il en était personnellement responsable, de sorte que son appel en garantie était justifié, d'autre part.

La Cour est amenée à rejoindre et se faire siennes ces conclusions des premiers juges. Plus spécialement, l'appelant ne saurait être suivi en ce qu'il entend se présenter comme un simple chef ou organisateur de chantiers, sa mission de « *représentant permanent* » à Luxembourg de la société ... S.A., « *incluant la gestion journalière de la succursale* » englobant indubitablement les actes administratifs de gestion en rapport avec la réalisation des chantiers luxembourgeois.

Or, force est de constater qu'au-delà de simples déclarations orales de son mandataire à l'audience des plaidoiries, Monsieur ... reste en défaut d'établir l'accomplissement du moindre acte concret diligenté par lui en vue d'une exécution des obligations fiscales incombant à la société ... S.A. via sa succursale luxembourgeoise qu'il était appelée à gérer, seul ou ensemble avec d'autres. Or, en tant que représentant de la société belge ... S.A. à Luxembourg, il ne saurait utilement se retrancher derrière la limitation de ses pouvoirs de signature ou d'accès aux fonds. Si en tant que dirigeant diligent et prudent, il lui aurait déjà incombé de se ménager des pouvoirs adéquats pour être en mesure d'assurer la gestion de la succursale luxembourgeoise, il lui aurait en tout état de cause incombé d'agir activement en vue de la retenue et du paiement des impôts sur les salaires et traitements des agents employés au Luxembourg.

Les limitations statutaires de ses pouvoirs de gestion et de représentation empêchaient peut-être Monsieur ... de gérer seul la succursale luxembourgeoise de la société ... S.A., elles ne sont cependant nullement de nature à excuser dans son chef un défaut total d'accomplissement des obligations fiscales incombant à la représentation luxembourgeoise de ladite société de droit belge.

En effet, si l'engagement de la succursale ... et de ce fait, celui de la société ... S.A., requiert, en vertu de la décision de son conseil d'administration en date du 27 avril 2010, « *deux signatures, à choisir parmi les administrateurs et fondés de pouvoir* », il est encore exigé que l'une de ces signatures doit être « *celle du représentant permanent (...)* », de sorte que Monsieur ... n'a pas pu ignorer qu'aucune démarche n'avait été faite en vue de l'accomplissement des obligations fiscales luxembourgeoises litigieuses.

Par ailleurs, au-delà de ce qu'il est actuellement constant en cause que Monsieur ... était bel et bien administrateur de la société ... S.A., pour ce qui concerne toutes ses activités, que ce soit en Belgique ou à l'étranger, il convient de constater que même si tel n'avait pas été le cas, le fait d'exiger « *deux signatures, à choisir parmi les administrateurs et fondés de pouvoir* » ensemble l'exigence que l'une d'elles doit être celle du représentant permanent de la société ... S.A., véhicule à lui seul au lecteur de cette publication au Mémorial ne serait-ce que l'apparence de ce que le représentant permanent luxembourgeois de la société ... S.A. est nécessairement l'un de ses administrateurs ou fondés de pouvoir.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le caractère fautif des manquements reprochés à l'appelant se dégage à suffisance de droit et de fait des éléments du dossier et

les conditions pour la mise en œuvre de sa responsabilité personnelle à l'égard des retenues d'impôt visées dans le bulletin litigieux se trouvent réunies en cause.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel laisse d'être fondé et qu'il y a lieu de confirmer le jugement entrepris.

Par ces motifs,

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause;

reçoit l'appel en la forme;

le dit non fondé et en déboute;

partant confirme le jugement entrepris;

condamne l'appelant aux frais de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s.WILTZIUS

s.CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 27 mai 2016
Le greffier en chef de la Cour administrative